

Pour une université démocratique et solidaire

Depuis 8 ans, et deux mandats successifs, nos élus dans les conseils centraux ont soutenu, avec fermeté quand il le fallait, des points de vue opposés à ceux de la présidence, mais ont également contribué à amender des projets dans un sens plus conforme à l'intérêt général.

S'il est indéniable que l'Université de Bordeaux a, par son simple effet de taille, acquis une visibilité dans le paysage de la recherche français, cela s'est souvent fait aux dépens des personnels. Trop bureaucratique pour les uns, insuffisamment transparente pour les autres, notre université connaît aujourd'hui une dérive qui laisse peu de place à la créativité et à l'initiative des personnels.

Depuis 8 ans, nous avons défendu la transparence dans tous les processus décisionnels, notamment pour toutes les questions relevant de la gestion des carrières, de la politique de recrutement et des arbitrages en matière de politiques scientifiques et de formation. Chaque fois nous ont été opposées des raisons techniques pour empêcher d'avancer vers une université aux décisions simples, lisibles et, surtout, proches du terrain et du personnel.

Nous avons vécu la multiplication des emplois précaires, des gels de postes, la fuite des personnels formés et un fort turn-over. Nous avons vu exploser les emplois « de pilotage » (souvent précaires) et finalement, au plus près du terrain, nous avons dû gérer la pénurie et ce sont les usagers qui ont souvent été les victimes de ces choix.

Depuis 8 ans, nous avons assisté aussi à une centralisation excessive qui a vidé les campus de l'appui nécessaire à la formation et à la recherche, réduit le service à l'utilisateur étudiant, remplacé les relations humaines de proximité par des « tickets », ou des procédures souvent incompréhensibles. Un lourd prix humain a été la conséquence de ces choix et c'est la raison pour laquelle nous voulons un projet alternatif pour notre université.

Nos propositions et nos engagements

1. Décentraliser, restructurer et simplifier

Nous proposerons une concertation de la communauté pour établir un bilan de la séparation entre Collèges et Départements, imposée lors de la fusion des universités bordelaises en 2014. Dans sa forme actuelle, cette structuration, que quasiment aucune autre université française n'a adoptée, reste très peu comprise par les membres de la communauté universitaire bordelaise : il faut savoir la remettre en cause, au besoin radicalement.

Nous proposons de supprimer un échelon dans la prise de décision avec le retour à des composantes rétablissant l'articulation entre recherche et formation. Ces composantes assureraient la gestion de la vie étudiante et seraient au coeur de tous les dispositifs d'appui à la réussite. Une telle réforme s'accompagnera d'une politique de déconcentration de l'administration centrale, au profit de services « de proximité » sur tous les campus.

2. Lutter contre la précarité et mettre en place une politique visant à stabiliser le personnel

Dans notre université, en quelques années, la précarité et le turnover sont devenus la norme. L'austérité budgétaire imposée par le gouvernement a refermé le « piège » de l'autonomie des universités : sous couvert d'une souveraineté nouvelle qui leur serait accordée, l'État laisse des établissements notoirement sous-dotés sans autre choix que de décider eux-mêmes d'amputer leur potentiel de formation et de recherche, qu'il s'agisse des emplois d'enseignants-chercheurs ou des postes administratifs et techniques.

Dans ce domaine l'actuelle direction de l'université de Bordeaux doit assumer ses propres choix idéologiques : lors des travaux préparatoires à la LPR, le président sortant a co-signé un rapport dans lequel il appelait de ses voeux toutes les évolutions aujourd'hui autorisées par la loi, CDI de mission et chaires de pré-recrutement notamment. Au nom de l'alignement sur des standards internationaux, c'est toute une politique d'accès à l'emploi stable pour les jeunes docteurs qui est mise en cause.

À rebours de cette politique, nous défendons un principe de priorité donnée aux emplois de Maîtres de Conférences, car nous pensons qu'il en va de la survie de la recherche française.

3. Limiter les appels à projets internes pour recentrer les chercheurs sur leur métier

Avec l'avènement du PIA (Idex) et la floraison d'appels à projets, le financement et le pilotage de l'activité scientifique échappent au contrôle des instances démocratiquement élues de l'établissement. Ce mode de gouvernance doit être interrogé, dans le sens d'une reprise en main par les enseignants-chercheurs des décisions stratégiques qui les concernent. Le Conseil Académique et le Conseil d'Administration doivent rester maîtres de la politique scientifique de l'établissement, y compris lorsqu'elle se déploie dans le cadre du PIA.

Par ailleurs, nous devons revenir en interne à la mise en place de ressources pérennes basées sur un véritable projet pluriannuel. Il faut limiter les appels à projets, et les grands programmes de recherche actuels doivent donner a minima une visibilité quadriennale aux équipes engagées. S'il existe un contrat, il devra d'abord concerner les projets des composantes (formation et recherche) et s'ancrer au plus près des dynamiques de proximité.

4. Approfondir et développer la démocratie universitaire

Faible lisibilité des instances, cumul des mandats dans un temps très long, piètres taux de participation aux élections : l'Université de Bordeaux souffre d'un grave déficit de démocratie, qui affaiblit la légitimité des décisions prises. Nous mettrons en place une réflexion sur tous ces sujets. Supprimer des échelons de décision ne suffira pas : il faudra également limiter le cumul des mandats pour l'intérêt de tous, et expérimenter de nouvelles formes d'implication, du type « budgets participatifs », à l'échelle de chaque composante.

5. Développer une gestion prudentielle du patrimoine, guidée par les enjeux du développement soutenable

La dévolution du patrimoine immobilier a été présentée comme la promesse de nouvelles ressources, selon des projections dont il est permis de questionner la vraisemblance. Pour l'heure, ce sont surtout de nouvelles dépenses auxquelles l'université doit faire face, et de nouvelles tâches, très éloignées de ses missions premières, auxquelles elle doit consacrer une partie de ses ressources en personnel. Nous demanderons un réexamen systématique et parfaitement transparent de tous les projets en cours.

**Voter pour nos listes, c'est défendre
une université publique de justice et de progrès,
recentrée sur ses missions premières d'enseignement et de recherche.**

Listes soutenues par la FSU (Snesup, SNCS) et la CGT (FercSup, SNTRS)